



Bulletin d'information trimestriel

N°4 - Décembre 2015



Coopération et troubles politiques

Dans ce numéro :

- ULB-Coopération au Burundi
 - Contexte de la crise burundaise
 - Nos activités au Burundi
 - Le point de vue de Julien Nahayo
- Genre et changement climatique
- Projet Annâdya au Cambodge
- Soutenez notre action

Editeur responsable :
ULB-Coopération
Av. F.D. Roosevelt, 50,
CP 266, 1050 Bruxelles

Stop ou encore ? Quelle attitude adopter lorsque se déroulent dans des pays où nous sommes actifs des événements politiques qui nous semblent contraires aux principes de bonne gouvernance auxquels nous sommes attachés ? Une question qui se pose et se repose à intervalles irréguliers, au gré des soubresauts politiques agitant notre planète et plus particulièrement le continent africain.

Certains nous suggèrent de nous retirer pour ne pas cautionner. De ne plus apporter de fonds ni de support technique dans des pays dont les dirigeants ne respectent pas ce qui nous semble sacré. Une Constitution, par exemple.

Mais la question est plus complexe. Principes et pragmatisme font rarement bon ménage. D'abord, il faut rappeler que notre action n'est pas au service des autorités d'un pays, mais de ses populations. Celles-ci, et en particulier les plus démunies auxquelles nous nous adressons, ne sont jamais responsables des mouvements politiques en question. Pire, elles en sont pratiquement toujours les premières victimes.

Par ailleurs, nos efforts s'inscrivent dans la durée. Des mois, souvent des années sont requis afin de mettre en place les améliorations auxquelles nous nous attelons. Interrompre notre action, même temporairement, risquerait souvent de réduire à néant tout ce que nous avons mis des années à construire.

suite --->

Il existe encore une troisième voie : poursuivre notre action mais en prenant position et en tentant de faire pression. C'est une approche séduisante au premier abord, mais pas toujours applicable et dans tous les cas, à manier avec beaucoup de prudence. D'abord, parce que notre vocation est d'être neutres et apolitiques. Ensuite, parce que nous devons nous méfier du syndrome de paternalisme qui a trop longtemps régi les relations entre nos pays et ceux d'Afrique. Enfin, last but not least, parce que nous ne pouvons en aucun cas oublier la situation des travailleurs locaux associés à notre action, que des prises de position trop tranchées de notre part risqueraient de mettre en grande difficulté, voire en péril.

Comme souvent, il n'y a donc pas de réponse standard à la question posée. C'est au cas par cas que les décisions doivent être prises. Vous trouverez dans les pages qui suivent le résumé de notre action au Burundi, pays dans lequel se déroulent des événements dont nous recevons des échos inquiétants. La perspective d'un cas réel, concret et actuel.

Eric Decroix
Administrateur

ULB-Coopération au Burundi

Le contexte de la crise burundaise

Depuis l'annonce de la candidature du Président Nkurunziza pour un troisième mandat en avril 2015, le Burundi est plongé dans une grave crise politique. Cette candidature a en effet été contestée dès son annonce par la société civile, par des opposants et par la population, qui jugent qu'elle va à l'encontre de la Constitution ainsi que de l'Accord d'Arusha n'autorisant que deux mandats électifs. Aujourd'hui, le chef de l'État burundais doit faire face à une rébellion grandissante qu'il réprime de manière particulièrement violente (on déplore déjà des centaines de décès). Face à la situation, de nombreux experts craignent que le Burundi ne tombe dans une nouvelle guerre civile.

Le ministre de la Coopération au développement Alexander De Croo a suspendu le soutien de la Belgique à une série de projets de développement au Burundi. La coopération policière est arrêtée sur le champ. L'arrêt définitif des interventions suspendues et la réorientation des moyens dépendront de l'évolution du dialogue européen avec le Burundi. Les budgets qui se libèrent seront affectés à des programmes en cours, à condition qu'ils améliorent le sort de la population et renforcent les contre-pouvoirs. On pense notamment aux ONG, aux syndicats ou aux organisations d'agriculteurs. De plus, un programme consacré aux droits de l'Homme, à la bonne gouvernance et à la liberté des médias est en préparation.

Par ailleurs, la Belgique a conseillé récemment à ses ressortissants « *dont la présence n'est pas essentielle, de quitter le pays tant que les conditions normales le permettent* », en raison notamment de « *propos hostiles à la Belgique et des menaces (proférées) à l'encontre des ressortissants belges* ».

Nos activités au Burundi

Le centre semencier de Ruzibazi est situé sur la commune de Mukike, dans la Province de Bujumbura rural, à 55 km de la capitale et à une altitude de 2.200 m. Parmi les quatre grands centres semenciers du Burundi, il a été créé en 1992 sur financement du Fond Européen pour le Développement (FED). Il dispose d'une superficie exploitable de 86 ha. Il a pour mission la production de semences améliorées (pomme de terre, maïs et blé), leur conditionnement et leur diffusion auprès des populations. Suite à la crise de 1993, le FED a cessé son financement. Avant sa quasi-destruction, le centre Ruzibazi fournissait aux 22.000 habitants de Mukike des semences de première génération. Les agronomes considèrent qu'une semence peut être cultivée pendant 4 ans, soit 4 générations. Après ce temps, la semence se dégrade et perd de sa qualité et de son rendement.



Contrôle de qualité de la pomme de terre par Christine de Mathelin, responsable financière et chargée de projets

Les conséquences ont été un ralentissement, voire l'arrêt des activités du centre et la dégradation des infrastructures. Et les paysans de la région ont été confrontés à une agriculture pauvre ne fournissant que du blé, du maïs et des pommes de terre de mauvaise qualité en faible quantité.

En 2008, le SLCD a entrepris de réhabiliter ce centre car il s'agit d'un maillon essentiel pour la sécurité alimentaire de la région. Parallèlement, nous avons entrepris d'appuyer près de 60 petites organisations de producteurs des alentours afin de renforcer les compétences en techniques agricoles, fournir d'intrants... afin d'augmenter leurs productions agricoles et leur permettre de dégager des surplus commercialisables et donc des revenus. (Cf article de J. Nahayo page 4)

Les programmes successifs du SLCD puis d'ULB-Coopération ont ainsi permis :

La construction de hangars communautaires de stockage : 3 hangars communautaires, un par zone administrative, ont été implantés sur des terrains publics, jouissant d'une accessibilité aisée pour toutes les associations (proche d'une route et des infrastructures communautaires). Ils sont constitués d'une grande zone de stockage des semences, d'un bureau et d'un magasin (stock intrants et produits phytosanitaires). La commune a cédé les terrains et en cette fin de programme, le SLCD rétrocède la propriété de ces infrastructures à la FOPAMU, comme l'exige la Loi belge en la matière.



Hangar de stockage des semences de pommes de terre



Dotations de bétail

Des dotations de bétail : L'appui se fait sur le principe d'une chaîne de solidarité. Dès la première mise-bas, le nombre de têtes données aux associations est restitué au bénéficiaire d'autres associations. Depuis, le cheptel ne cesse de s'accroître, ce qui permet de produire davantage de fumure organique, réutilisées dans les champs multiplicateurs. Actuellement, les associations ont près de 400 têtes de bétail.

La création de la Fédération des Organisations de Producteurs Agricoles de Mukike (FOPAMU) : La politique agricole burundaise et la nouvelle structuration de la filière semencière encouragent les privés et les collectivités locales à intégrer ce secteur. L'état n'est donc plus seul à produire des semences. Le SLCD a décidé d'intégrer cette nouvelle stratégie politique dans le programme d'action du Burundi en orientant son intervention sur la structuration des organisations de producteurs appuyées par le centre semencier. En juillet 2012, le SLCD avait commandité une étude chargée d'identifier les modalités pour la création d'une fédération de groupements de producteurs de la commune de Mukike. C'est ainsi que, à mi-parcours du 2^e programme, toutes les associations appuyées par le SLCD se sont regroupées au sein d'une structure appelée **FOPAMU Dukorehamwe**. Sa mission principale est l'augmentation de la production agricole et l'écoulement de cette dernière à un prix rémunérateur.

Le développement des pratiques environnementales durables : La culture de pommes de terre est très exigeante en intrants chimiques, mais ceux-ci nuisent gravement à l'environnement et à la santé, en plus d'être très coûteux. Pour remédier à cela, ULB-Coopération va encore augmenter considérablement les cheptels de bœufs et de moutons pour produire davantage de fumure organique et développer les pratiques d'agroforesterie en introduisant des arbres fertilisants dans les champs. Les techniques suivantes seront également promues : digues antiérosives, haies arbustives, respects des rotations et jachères, emploi du paillis et d'autres résidus de cultures, etc.

L'amélioration de la condition féminine : Il est reconnu que la sécurité alimentaire passe par l'amélioration du statut de la femme. Le SLCD a fait de « l'empowerment » des femmes un axe majeur de ce nouveau programme. La coopérative a également été dotée de machines permettant d'alléger la pénibilité du travail des femmes : moulins, égreneuses, batteuses, vanneuses pour le blé, etc.

Conclusion

Nonobstant la situation politique et sécuritaire qui règne en ce moment au Burundi, ULB-Coopération poursuivra ses actions avec les paysans et paysannes de Mukike. Abandonner à ce stade serait prendre le risque de mettre en péril les résultats acquis jusqu'à présent. Ce serait également un signal désastreux de la société civile belge à la société civile burundaise.

Thierry De Coster
Chargé de projets

Le point de vue de Julien Nahayo (Membre de l' AG d'ULB-Coopération et ancien ambassadeur du Burundi à Bruxelles)

La volonté de lutter contre la famine qui sévissait périodiquement au Burundi est à l'origine du projet, déployé dans la commune de Mukike. En effet, malgré les efforts constants des paysans, la production agricole y demeurait très faible, du fait de la pénurie de semences de qualité.

Un financement a été obtenu et un programme triennal lancé dès 2008, avec comme objectifs initiaux la réhabilitation du centre semencier de Ruzibazi, la multiplication des semences sélectionnées et leur diffusion en milieu paysan, ainsi que la formation des paysans à des pratiques culturales plus efficaces.

Les résultats de ce programme ont été tels qu'une 2^e phase de financement a été obtenue, avec des objectifs plus ambitieux : augmentation des revenus des paysans, mise sur pied d'associations paysannes et d'une fédération regroupant ces associations.

Comment ne pas se réjouir que dans la même logique et après une évaluation objective des résultats atteints, un 3^e financement a été obtenu pour couvrir une nouvelle période qui court jusqu'en 2017.

Mes constats sur le terrain

Durant les missions de suivi sur le terrain, nous monitorons les réalisations concrètes, l'impact dans le milieu paysan, le degré d'appropriation par les bénéficiaires et le chemin qui reste à parcourir.

1. Les objectifs ont été largement dépassés. Pour partie de la population déjà bénéficiaire du projet, il s'agit aujourd'hui de trouver des solutions en vue d'assurer la gestion de la surproduction, surtout de la pomme de terre.
2. L'augmentation sensible de la production a permis la commercialisation du surplus agricole et a généré des revenus financiers nouveaux. Ces revenus ont, par exemple, été utilisés pour construire ou restaurer des maisons, acheter du bétail, des terrains agricoles et même, fait inédit, ouvrir des comptes bancaires en ville.
3. L'appropriation de ce projet par les bénéficiaires est nette. Leur implication dans la réalisation des tâches requises à la bonne poursuite du projet est forte. Les paysans sont aussi attentifs à la nécessité de poursuivre l'apprentissage des bonnes pratiques culturales et des techniques de lutte contre les maladies courantes. Ils s'attellent à maîtriser la commercialisation de leurs surplus agricoles et la gestion de nombreuses organisations de producteurs agricoles qu'ils ont créées.

4. Ces succès n'auraient pas été possibles sans l'attitude favorable des autorités burundaises, depuis la Ministre de l'agriculture jusqu'à l'Administrateur communal. Élément fondamental expliquant ce soutien, le projet s'inscrit parfaitement dans la Stratégie Agricole Nationale (SAN) et dans le 2^e Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP II). Le projet a également bénéficié de l'appui constant des techniciens de la Direction provinciale de l'agriculture et un terrain de plusieurs hectares a été mis à disposition, à titre gratuit, pour la multiplication des semences sélectionnées et leur diffusion chez les paysans.

La crise politique actuelle qui secoue le Burundi n'a suscité jusqu'ici aucune hostilité à l'égard de ce projet de la part du régime burundais. Toutefois, un climat d'insécurité règne aussi dans cette commune, et a déjà donné lieu à des assassinats ciblés, ce qui handicape les déplacements et perturbe les activités journalières des paysans.

Perspectives d'avenir

Ce projet n'a pas encore atteint un niveau qui lui permette d'assurer sa propre pérennité après la cessation de l'apport extérieur. Il s'agit de produire de manière autonome des semences de qualité dûment certifiées. Compte tenu du niveau modeste de formation des membres des organisations de producteurs agricoles créées, une assistance technique est encore indispensable à leur gestion. Gestion qui est capitale pour la pérennisation du projet.

Ensuite, seule une partie de la population de la commune de Mukike est aujourd'hui bénéficiaire du projet, ce qui crée d'inévitables jalousies. Il serait donc juste de l'étendre à toute la commune, et aux communes environnantes, qui souffrent des mêmes pénuries alimentaires et présentent les mêmes caractéristiques climatiques, favorables aux cultures.

Ces perspectives d'avenir et l'impact positif du projet initial inciteront ULB-Coopération à envisager sa poursuite et sa diversification au-delà de 2017, avec, je l'espère, un financement à la mesure de nouvelles ambitions.

De mon point de vue, la situation actuelle du Burundi ne devrait décourager aucune initiative dans ce sens. Le positionnement quasi unanime de la communauté internationale finira, je pense, par convaincre les autorités burundaises d'accepter les négociations avec l'opposition au régime. C'est la seule voie susceptible de mettre fin à la violence actuelle et de conduire à une solution politique durable.

Julien Nahayo

Genre et changement climatique

Plateforme BE-Gender : Les connaissances des femmes au service de la lutte contre le changement climatique



Dans le but de contribuer à une meilleure prise en compte de la dimension de genre dans les politiques de coopération, la plateforme BE-Gender, dont ULB-Coopération est membre, élabore des études, des propositions et des notes de positionnement. Cette plateforme accompagne le Conseil Consultatif Genre et Développement, qui est chargé de fournir des avis en la matière au Ministre de la Coopération.

Le 26 octobre dernier, la plateforme organisait une conférence sur le thème « genre et changement climatique ». Voici les éléments de sa note de position, remise au gouvernement belge pour la Conférence Climat de Paris (COP21).

Les femmes jouent un rôle crucial dans l'alimentation et la sécurité alimentaire de la famille ainsi que dans la protection de l'environnement. Elles possèdent des connaissances précieuses dans le domaine de la conservation de la biodiversité et de la gestion durable des ressources naturelles. C'est pourquoi la **plateforme Be-Gender** appelle le gouvernement belge à :

- **promouvoir le rôle des femmes** dans la lutte contre le changement climatique ;
- **renforcer la coopération entre les ministères** de l'agriculture, du développement rural, de l'environnement et des droits des femmes ;
- **faire participer les femmes dans le processus de négociations sur le climat** ;
- **allouer un pourcentage significatif de fonds** aux groupements de femmes qui œuvrent pour l'environnement.

Un projet d'agriculture biologique au Sénégal

Dans notre bulletin du mois de juin, nous décrivions les actions d'ULB-Coopération dans la région de Tambacounda (Sénégal) en collaboration avec Am Be Koun – Solidarités (ABK-S). Ce projet a pour objectif de contribuer au développement des communautés rurales de Koussanar, Sinthiou Malème et Niani Toucouleur par un appui au petit entrepreneuriat visant l'amélioration de la sécurité alimentaire des hommes et des femmes. Cela passe entre autres par la construction d'infrastructures hydrauliques, une dotation en matériel et un renforcement des capacités, à la fois dans les techniques de production biologique et dans les techniques de transformation et de conservation des produits.



Les groupements d'intérêts économiques (GIE) féminins que nous y soutenons produisent, transforment et commercialisent des produits agricoles **biologiques**. **Le lien que ces femmes entretiennent avec le changement climatique est double**. D'une part, elles en ressentent les conséquences immédiates sur leur environnement à travers la baisse des précipitations, la sécheresse et les températures élevées qui rendent la production agricole particulièrement délicate. D'autre part, elles agissent directement et durablement sur l'atténuation des effets néfastes de l'agriculture sur l'environnement :

- en **favorisant l'agroforesterie** avec l'utilisation d'arbres fertilitaires dont l'activité enrichit la couche arable. Ceci permet dès lors de lutter contre l'appauvrissement des sols et d'augmenter les rendements de la production agricole. La plantation d'arbres permet quant à elle de lutter contre la désertification.
- en **utilisant des bio-pesticides**. La production et le transport de pesticides chimiques a un impact sur l'émission de gaz à effet de serre, tandis que leur utilisation peut répandre dans l'air, dans l'eau et dans les sols les substances toxiques qui les composent. Les bio-pesticides, quant à eux, utilisent les ennemis naturels des parasites de cultures (par exemple l'ortie ou la coccinelle contre les pucerons).

Le maraichage et l'élevage soutenus par ABK-S permettent d'améliorer la sécurité alimentaire, de dégager un revenu et également d'offrir des produits issus de l'agriculture biologique sur les marchés locaux.

Audrey Villance
Stagiaire

Annâdya au Cambodge : un succès de l'ULB pour 45 000 personnes



Pour les peuples minoritaires du Ratanakiri, province située à l'extrême Nord-Est du Cambodge, se nourrir est un défi quotidien. L'accaparement des terres, le déclin des ressources forestières et les conséquences du changement climatique mettent en péril la sécurité alimentaire de ces populations fortement fragilisées.

Annâdya, projet financé par l'Union Européenne et mis en œuvre sous la direction de l'ULB entre 2012 et 2014 visait à améliorer cette situation par l'introduction de techniques de production et de conservation appropriées. Comme en témoigne le cas du village de Prak, les résultats ont dépassé les espérances et fait ont d'Annâdya un succès unanimement reconnu.

La route menant à Prak, poussiéreuse et défoncée en saison sèche, boueuse et glissante pendant la mousson, est à l'image des conditions de vie des 161 familles Tampouan¹ qui y vivent. Sans école ni électricité ou soins de santé, ce village est en outre fortement affecté depuis quelques années par la déforestation et la conversion des terres aux cultures de rente telles que le caoutchouc. « *Avant, on trouvait suffisamment de nourriture en forêt, expliquent les villageois, mais aujourd'hui, il n'y a presque plus rien, donc on doit vendre notre force de travail ou des cultures de rente pour pouvoir acheter de la nourriture. Les produits sont chers et nous avons souvent des problèmes de santé quand nous les consommons parce qu'ils sont contaminés par des bactéries ou pesticides. De ce fait, nous devons ensuite payer pour des soins médicaux* ».

Pendant la première année d'Annâdya en 2012, 13% de la population des villages s'est joint aux activités du projet dans les 64 villages soutenus. À Prak, quinze familles ont mis en place de petits enclos pour l'élevage avicole et deux familles ont démarré une production piscicole dans le petit étang qu'elles possédaient. Quelques familles, dont celle de Kham Thong, ont enfin testé le « System of Rice Intensification » ou SRI².

Parce qu'il possédait un étang naturel et une dynamique communautaire plus forte que les autres villages, Prak a aussi été choisi pour établir une pépinière communautaire. Les membres de cette pépinière ont reçu une formation en production de plants de bambou et en techniques de greffage d'arbres fruitiers. Le projet a aussi mis en place, grâce à l'aide des paysans, un système d'irrigation.

Le dynamisme de Kham Thong et les résultats prometteurs qu'il a obtenu au cours de la première année lui ont permis de devenir Promoteur Paysan du projet Annâdya, un rôle qu'il prend très au sérieux. Il a mobilisé notamment le village pour solliciter l'aide d'Annâdya afin de creuser deux étangs communautaires supplémentaires pour réguler l'approvisionnement du village en eau, surabondante en saison des pluies et insuffisante en saison sèche.

Des efforts payants

En plus de son investissement dans la pépinière villageoise, Kham a débuté une unité de production à

1 L'un des neuf groupes minoritaires qui peuplent la région.

2 Méthode de production organique comprenant douze étapes permettant d'augmenter les rendements.

domicile. Lors de la Foire Agricole Provinciale initiée par le projet Annâdya en mars 2014, la vente de ses plants et arbustes lui a rapporté 150 USD, soit davantage que son revenu mensuel moyen. Kham voit aussi son rendement rizicole augmenter chaque année, passant de 4 à 6,9 tonnes à l'hectare sans nécessiter le moindre intrant ou investissement.

Sur base de son engagement et de ses qualités de leader paysan, Kham a ensuite été invité par Annâdya à un voyage d'étude dans la province centrale de Takeo. Dès son retour à Prak, Kham a creusé un petit étang de quelques mètres cubes, l'a couvert d'un film plastique et a préparé un potager tout autour, technique intégrée observée à Takeo permettant l'élevage de poissons et la production de fruits et légumes sur une superficie minimale. Dans la foulée, il a demandé à tester un séchoir solaire et une unité de production d'insectes comestibles, deux activités proposées par Annâdya.

En seulement quelques mois, Kham a convaincu 33 familles d'adopter la pisciculture-horticulture intégrée permettant une production stable tout au long de la saison sèche. Kham est alors élu par les villageois pour gérer le groupe de micro-finance mis en place par Annâdya à Prak. Avec 74 membres et près de 1.000 USD d'économies, le groupe grandit si rapidement qu'il a dû être divisé en trois sous-groupes, dont un réservé aux femmes.

Prak, tout un village transformé

En juillet 2014, devenu village modèle, Prak est choisi pour accueillir la visite de la Délégation de l'Union Européenne. Un motif de grande fierté pour ces villageois qui les encourage dans leurs efforts. Les habitants de Prak ont alors soumis une nouvelle requête à Annâdya pour établir, suivant le principe habituel de partage des coûts avec le projet, un système d'eau courante ainsi qu'un magasin communautaire. Le système d'approvisionnement en eau a permis de connecter les deux étangs communautaires à chacune des maisons ayant mis en place un étang-jardin horticole et amélioré significativement l'hygiène dans le village.

Fin 2014, une évaluation finale externe a permis de mesurer l'impact du projet. Elle a mis en évidence que malgré la dégradation des ressources forestières, le régime alimentaire des villageois est aujourd'hui significativement plus riche en protéines, vitamines et minéraux et plus diversifié dans les 64 villages couverts au Cambodge. Grâce aux surplus dégagés par les 5700 familles impliquées (75% des villageois), l'ensemble de la population locale a pu améliorer quantitativement, qualitativement et de manière durable sa sécurité alimentaire. « L'impact d'Annâdya au Cambodge est à la fois vaste puisqu'il concerne près de 45 000 personnes mais aussi profond à l'échelle individuelle de chaque famille. Et cela en fait l'un des meilleurs projets qu'il m'a été donné d'évaluer » a déclaré l'évaluateur.



Nouvelles

Plus que jamais vos dons sont essentiels pour mener nos actions

Notre action ne serait pas possible sans vos nombreux dons et cette fin d'année est l'occasion de vous en remercier une fois de plus, au nom de l'ensemble du personnel d'ULB-Coopération ainsi que des populations rurales du Burkina Faso, Burundi, Cameroun, RD Congo et du Sénégal auxquelles nous apportons notre soutien.

Nous vous rappelons également que tout don minimum de 40 € effectué avant le 31 décembre 2015, peut faire l'objet d'une déduction fiscale sur l'année en cours.

Nos nouvelles coordonnées

Depuis le 5 novembre dernier, notre équipe ULB-Coopération s'est installée dans ses nouveaux bureaux situés au Campus de la Plaine, Accès 2, Bâtiment MA à 1050 Ixelles.

Nos coordonnées :

ULB-Coopération
Av. F.D. Roosevelt 50, CP266
1050 Bruxelles - Belgique
Tél : 02 650 61 00
Site : www.ulb-cooperation.org
E-mail : info@ulb-cooperation.org



Toute l'équipe d'ULB-Coopération vous présente ses meilleurs vœux pour l'année nouvelle

EVENEMENT 2016 : Journée de la Coopération

Chaque année, la **journée de la coopération** souligne le travail de l'ensemble des membres de l'ULB engagés dans ce domaine et met à l'honneur les étudiants et chercheurs du Sud.

L'édition 2016 aura lieu le **mardi 22 mars**. Petit-déjeuner équitable et une séance d'information sur les métiers de la coopération, ponctueront cette journée. Pour clôturer cet événement, ULB-Coopération recevra Pierre Rabhi et Mansour Ndiaye, un de nos collaborateurs au Sénégal, pour une grande conférence en partenariat avec le Service des Relations Internationales de l'ULB.